

L'IIPE en action

2014-2015



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Institut international de
planification de l'éducation

2014-2015

en chiffres



des chefs de départements de planification observent un **97%** impact positif au sein de leurs ministères *

81% disent que la formation de l'IPE a facilité la traduction des objectifs politiques dans les plans stratégiques et les plans opérationnels.

83% disent que la formation de l'IPE a amélioré la capacité du ministère à piloter la mise en œuvre des plans éducatifs.

personnes formées par l'IPE



2500

1500 planificateurs et gestionnaires de l'éducation formés dans le monde

47% venant d'Afrique

36% de femmes

Plus de **1000** fonctionnaires des ministères ont reçu une formation en cours d'emploi sur des aspects essentiels de la planification et de la gestion de l'éducation.

pays ont bénéficié de l'appui technique de l'IPE



40

45% sont situés en Afrique

15 pays ont bénéficié d'interventions multiples

publications parues



64

50 articles publiés dans des revues ou à l'occasion de conférences internationales.

*D'après une enquête menée auprès des chefs de planification (2015)

Avant-propos

Une nouvelle ère s'ouvre pour l'éducation. La communauté internationale a dressé le bilan des progrès spectaculaires de la mission Éducation pour tous du Cadre d'action de Dakar et des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), et élaboré un nouveau programme mondial. Les 17 objectifs de développement durable (ODD) exposent une vision ambitieuse pour les populations, la planète et la prospérité de tous et ont pour ambition de servir de guide la communauté internationale pour les 15 années à venir. À l'heure où nous nous préparons à mettre en œuvre cette vision, il n'est pas inutile de prendre le temps de réfléchir au travail accompli par l'IPE au cours du dernier exercice biennal – les deux premières années de sa Stratégie à moyen terme – et d'évaluer son niveau de préparation pour le programme post-2015. Tel est l'objectif du présent rapport, L'IPE en action.

L'année 2015 s'achève, mais l'objectif d'une éducation de qualité pour tous n'est toujours pas réalisé. Si l'accès à l'enseignement primaire se développe depuis 15 ans, le monde doit toujours atteindre les objectifs de l'Éducation pour tous. Près de 250 millions d'enfants ne maîtrisent pas les compétences de base et 59 millions d'entre eux, dont la majorité sont des filles et dont la moitié vivent dans des zones de guerre, ne sont toujours pas scolarisés.

La communauté internationale a les yeux rivés vers 2030, mais elle ne peut pas se permettre d'oublier une nouvelle fois les enfants et les jeunes, qui méritent dès aujourd'hui de bénéficier d'une éducation de qualité. C'est dans cet esprit que l'IPE s'efforce de conserver son statut d'acteur central de la planification de l'éducation à l'échelle mondiale, en apportant des réponses rapides et collectives, en s'adaptant aux évolutions des besoins et en apportant à ses États membres des informations objectives et pertinentes. En tant qu'institut spécialisé de l'UNESCO, l'IPE croit en la puissance transformatrice de l'éducation, car celle-ci joue un rôle de passerelle vers la mise en œuvre de tous les autres droits et du développement durable.

Les systèmes éducatifs se voyant malmenés par un nombre croissant de conflits et de risques naturels, l'IPE a pris en main l'intégration de stratégies de réduction des risques de guerre et de catastrophes dans les plans sectoriels d'éducation au cours des deux dernières années, notamment au Mali, en Éthiopie et au Soudan du Sud. La résilience et l'égalité entre les sexes sont devenus deux des éléments clés des différentes ressources pédagogiques de l'Institut, qui espère les utiliser à tous les niveaux de l'éducation, depuis la gestion jusqu'aux résultats d'apprentissage.

L'IPE consacre tout autant d'énergie à la lutte croissante contre la corruption. Celle-ci représente un gouffre énorme dans les ressources éducatives, et un fardeau pesant avant tout sur les plus vulnérables. Confronté à un nombre toujours plus important de pays qui réclament une assistance pour l'intégralité du cycle de planification, l'IPE encourage la recherche de la transparence, de la responsabilité, de l'intégrité, de la cohésion sociale et de la résilience à tous les niveaux, depuis le diagnostic jusqu'au suivi et à l'évaluation.

Alors que la planète s'engage dans la période post-2015, l'IPE met l'accent sur l'amélioration des résultats d'apprentissage dans le monde entier, avec le lancement de son portail des apprentissages. Ce nouveau chantier numérique rassemble une multitude de documents et de témoignages visant à alimenter la conversation et à faire progresser les nombreuses problématiques liées à l'apprentissage : enseignants, égalité entre les sexes, évaluation et bien d'autres encore.

Cet aperçu des activités actuelles de l'Institut est représentatif des différentes valeurs qu'il défend quand il aide les ministères de l'Éducation et les autres acteurs du secteur à planifier l'avenir. Ce document décrit plus en détail les activités et les réussites de ces deux dernières années, et met l'accent sur les ambitions et les défis à relever dans l'avenir.

Suzanne Grant Lewis, directrice de l'IPE

Table des matières

Institutionnaliser la planification dans les ministères de l'Éducation.....	4
Les données et les faits, piliers de la planification.....	7
Assistance technique : développer les capacités des États membres et les rendre autonomes.....	8
Les décideurs lancent de vastes réformes participatives.....	11
Regarder vers l'avenir : Éducation 2030	12
Information institutionnelle.....	13
Faits marquants.....	14

Institutionnaliser la planification dans les ministères de l'Éducation

L'IPE est profondément convaincu que la planification, loin d'être une activité isolée, est une pratique constante, qui doit impliquer tous les départements ministériels et tous les partenaires, aux niveaux national et infranational, dans un processus consultatif et participatif. Afin d'institutionnaliser cette planification, les ministères concernés doivent établir une vision stratégique et des priorités, coordonner leurs programmes et leurs budgets chaque année et, dans un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT), négocier avec des organismes de financement nationaux et internationaux et s'assurer périodiquement que leurs politiques et/ou leurs objectifs sont sur la bonne voie, grâce à des évaluations de la mise en œuvre.

Planification stratégique

En collaboration avec le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), l'IPE a publié en 2015 deux guides actualisés, afin d'aider les ministères en charge de l'éducation à adapter leurs méthodes et leur fonctionnement aux défis d'un monde en pleine mutation. Le *Guide pour l'évaluation d'un plan sectoriel d'éducation* et le *Guide pour la préparation d'un plan sectoriel d'éducation* résument tous deux l'approche éprouvée de l'IPE vis-à-vis du renforcement des capacités et son aptitude à apporter une réponse complète par le biais de la formation, de l'analyse, de l'assistance technique et de conseils sur les politiques touchant aux questions essentielles liées à l'éducation.

Formation : préparer un meilleur avenir

La formation à la planification et à la gestion de l'éducation reste un élément clé des activités de l'IPE, qui propose un large choix de formations (d'une durée de deux semaines à 12 mois) adaptées aux subtilités et aux besoins locaux. Elles visent à améliorer les qualités de leadership, à renforcer les compétences et aptitudes essentielles, et à permettre aux formateurs nationaux d'être plus efficaces et d'avoir plus d'impact.

Un demi-siècle déjà !

Le Programme de formation approfondie (PFA) de l'IPE a fêté son 50^e anniversaire en 2015. Cette formation phare, de niveau master et d'une durée de 12 mois, combine un cours sur la Planification du secteur de l'éducation (PSE) avec un Programme de cours spécialisés (PCS), afin de répondre aux problématiques liées à l'ensemble du secteur de l'éducation. Elle se concentre notamment sur les évolutions et les réformes éducatives récentes.

“ L'approche diversifiée adoptée par l'IPE, qui mélange théorie, pratique et réalités du terrain, a vraiment dépassé mes espérances. L'éthique de travail, les compétences de tous mes collègues et la richesse des connaissances sont immenses. J'ai appris énormément de choses sur tous les aspects de l'éducation, de la planification, et bien plus encore.

Enid Christophine Hanz, haut responsable au ministère namibien de l'Éducation.

”

Au cours des 50 dernières années, l'offre de formation de l'IPE n'a cessé de se moderniser au fil des évolutions de l'éducation. L'Institut a récemment entrepris une série de réformes, dans un souci de qualité et de pertinence. Depuis deux ans, le PFA a notamment élargi son domaine de compétences, tout en améliorant son efficacité et en réduisant ses coûts. Ses programmes se sont également enrichis de deux thématiques essentielles : l'égalité entre les sexes et la résilience des systèmes face aux conflits et aux catastrophes. Une collaboration plus étroite entre le siège de Paris et les bureaux régionaux de Dakar et Buenos Aires a par ailleurs conduit au partage d'expertise, de meilleures pratiques et de nouvelles connaissances, ainsi qu'à la mise en place de formations en français, en anglais, en espagnol et en portugais.

Formation à distance

Les cours à distance de l'IPE suscitent un engouement croissant, avec près de 300 inscriptions en 2014, contre 180 en 2013. Les options se sont également diversifiées : l'accent a été mis sur la gestion des enseignants, de nouveaux cours ont fait leur apparition : *Planification de l'éducation pour la réduction des risques de conflits et de catastrophes*, *Réformer l'inspection scolaire pour améliorer la qualité* et *Utiliser des indicateurs pour le pilotage de l'enseignement supérieur*. En mai 2015, l'IPE-Buenos Aires a lancé sa première formation à distance sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), avec 63 participants ; il a également organisé la 18^e session de son Cours de formation régional, qui s'est tenu de juin à novembre 2015, avec plus de 20 participants. L'enseignement à distance propose également des formations indépendantes, ou liées à des projets spécifiques, une solution unique et rentable pour toucher davantage de personnes, et notamment les femmes. Les campus virtuels des trois bureaux de l'IPE poursuivent aussi leur développement au rythme des avancées de la culture numérique et des nouveaux outils techno-pédagogiques.

L'Institut a par ailleurs organisé son tout premier MOOC (formation en ligne ouverte à tous) en 2015, sur le thème de l'initiation aux statistiques pour la planification de l'éducation. Conçu à la fois pour les planificateurs et gestionnaires de l'enseignement et aux professionnels qui s'intéressent à la statistique de base, ce MOOC a rassemblé 891 participants sur les questions de statistique essentielles que tout planificateur doit maîtriser. D'une durée de cinq semaines, de juin à juillet 2015, il visait à encourager les échanges entre pairs et experts, offrant une multitude de ressources en ligne, et s'est conclu par la remise d'un certificat de l'IPE-UNESCO.

Capacités nationales de formation : assurer un impact durable

Ces deux dernières années, l'IPE a poursuivi sa mission de renforcement des capacités nationales de formation en matière de planification et de gestion de l'éducation dans les pays. Avec les projets au Cambodge, en RDP lao, au Vietnam, en Thaïlande, en Afghanistan et au Rwanda, l'IPE s'efforce de garantir la portée et la pérennité de la formation et du partage de connaissances. Le programme de jumelage laotien a soutenu l'Institut pour le développement des administrateurs nationaux du ministère de l'Éducation, avec la création d'un plan de développement institutionnel, une évaluation des besoins en formation et la traduction en laotien des ressources pédagogiques à distance de l'IPE. En 2015, 50 fonctionnaires nationaux et régionaux du ministère de l'Éducation se sont inscrits à une formation à distance de dix mois. Poursuivant sa stratégie de développement de capacités nationales de formation au Vietnam, l'IPE participe à l'expansion de trois instituts de formation professionnelle spécialisée sous l'autorité du ministère de l'Éducation et de la Formation (MOET), et de deux organismes thaïlandais, dont l'institut de formation professionnelle géré par le ministère de l'Éducation et une université d'excellence. Les efforts se sont concentrés sur la création de glossaires bilingues, l'adaptation de modules de formation à la langue et aux particularités des pays, et la création de programmes de formation nationaux, entre autres.



Le Soudan du Sud a entrepris son Analyse du secteur éducatif adaptée aux situations de crise en octobre 2015

Promotion de la sécurité, de la résilience et de la cohésion sociale dans l'éducation

Étant donné la proportion croissante d'enfants et de jeunes non scolarisés dans les zones de conflit, les États membres font de plus en plus appel à l'IPE pour les accompagner dans la planification d'une éducation adaptée aux crises, et dans l'application des guides publiés par l'IPE. En 2014, l'Institut a ainsi collaboré avec le ministère de l'Éducation malien et l'UNICEF, afin de mieux intégrer la réduction des risques de conflits et de catastrophes dans les processus de planification

du secteur de l'éducation. Dans plusieurs pays d'Afrique, dont la République démocratique du Congo, le Tchad, la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau, le Pôle de Dakar intègre une nouvelle méthodologie dans ses diagnostics du secteur éducatif. En Asie, l'IIPE a défini une méthodologie pour intégrer la réduction des risques de conflits et de catastrophes par le biais d'un questionnaire autogéré destiné à sept pays de la région, avec l'aide du bureau de l'UNESCO-Bangkok.

Deux autres collaborations pourraient avoir un impact sur de nombreux gouvernements. En partenariat avec le Programme de protection de l'éducation dans les situations d'insécurité et de conflit (PEIC) et le Bureau international d'éducation de l'UNESCO, l'IIPE contribue à renforcer les systèmes éducatifs pour leur permettre de mieux résister aux catastrophes, à l'insécurité ou aux conflits potentiels, tout en s'efforçant de les prévenir. Le but est de travailler avec les ministères de l'Éducation pour renforcer leur capacité à adopter des mesures préventives au niveau des processus de planification et des programmes scolaires. En 2015, ces missions ont donné lieu à la toute première analyse sectorielle adaptée aux crises au Soudan du Sud, ouvrant ainsi la voie à un plan sur l'ensemble du secteur, qui intégrera la résilience et la cohésion sociale.

Depuis deux ans, l'IIPE développe de nombreuses ressources, dont une base de données en ligne, un site internet, des brochures et des outils de formation sur la planification et les programmes associés, ainsi que des études de cas avec des exemples issus du terrain. Avec le soutien de l'UNICEF et de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), ces outils ont été testés au Mali et en Ouganda, et une plus large diffusion est prévue après leur traduction en français et en arabe. Un séminaire régional sur le sujet a également attiré 70 participants venus de 12 pays africains, tandis qu'un autre, organisé en Ouganda fin 2014, s'adressait à plus de 100 fonctionnaires régionaux et nationaux, ainsi que des représentants de la société civile.

L'égalité entre les sexes reste la première priorité

La promotion de l'égalité entre les sexes – en tant que droit fondamental et préalable à l'établissement de sociétés durables et pacifiques – est un objectif essentiel de l'IIPE. En accord avec le Plan d'action prioritaire pour l'égalité des sexes de l'UNESCO, l'Institut a intégré la parité hommes-femmes dans le PFA de 2014, et cette notion figure à présent dans toutes les ressources pédagogiques. En 2015, les coordinateurs des cours ont également reçu un manuel d'auto-évaluation et, en 2016, une formation à distance intitulée « Suivi et évaluation de l'égalité entre les sexes dans l'éducation » sera proposée, afin d'illustrer l'engagement continu de l'Institut à faire de l'égalité entre les sexes une question centrale en matière de planification. L'IIPE a aussi conclu un partenariat stratégique avec l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, le Partenariat mondial pour l'éducation et l'ONG Plan international, afin d'améliorer la réactivité aux questions de genre dans les plans sectoriels au niveau mondial, et de faire progresser l'égalité hommes-femmes et garçons-filles.

Pôle de Dakar : améliorer le processus de planification en améliorant l'analyse sectorielle

L'intégration du Pôle de Dakar ces deux dernières années a contribué à renforcer la présence de l'IIPE sur le continent africain. Officiellement signée en 2013, son inclusion a augmenté les capacités de l'Institut à fournir un soutien aux États membres pour l'ensemble du cycle de planification, et un renforcement des capacités à long terme. En 2014, le soutien du Pôle de Dakar à l'analyse sectorielle s'est concentré sur cinq pays : le Burkina Faso, la République démocratique du Congo, la Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire et le Tchad. Le problème du chômage des jeunes devenant de plus en plus important dans de nombreuses régions du globe, le Pôle de Dakar teste aussi un nouvel outil de diagnostic, le Dispositif prospectif éducation/formation-emploi (DIPEFE), pour étudier les relations entre éducation, formation et emploi, ainsi que le lien entre formation et développement économique.

Cambodge : une vision nationale pour l'éducation



Staff du NIE et du Département de planification pendant un cours spécialisé de l'IIPE.

L'initiative de jumelage, programme aux multiples facettes, contribue à faire de l'Institut national

d'éducation (NIE) un centre de formation efficace pour les ministères de l'Éducation régionaux et nationaux. L'éducation, l'une des priorités du pays, tient une place très importante dans sa « Vision 2030 », destinée à bâtir une économie durable, compétitive et harmonieuse. Cette initiative aide le NIE à améliorer ses capacités de gestion, de formation et de recherche, tout en renforçant ses liens avec des institutions partenaires dans toute l'Asie. En 2014, le projet a soutenu le centre de ressources et le personnel, et formé des instructeurs en apprentissage mixte, avec 3 sessions en face à face, financé 4 bourses pour le PFA et 15 pour le PCS. En 2015, le NIE a géré indépendamment son 1^{er} cours pour les fonctionnaires provinciaux. À terme, celui-ci sera étendu à 20 régions du pays.

Les données et les faits, piliers de la planification

Une planification de l'éducation efficace nécessite à la fois de disposer de systèmes d'information fiables et d'être en mesure de diagnostiquer les problèmes d'offre, de portée, de qualité et de gestion. Faute de quoi, la planification se résumera à une pratique forcément limitée, voire défectueuse. Les départements doivent pouvoir s'appuyer sur un personnel doté de compétences techniques, des systèmes d'information solides et des outils adaptés aux principales orientations stratégiques.

Outils et ressources pour une approche concrète de la planification

Outils TIC (technologies de l'information et de la communication)

En matière de planification de l'éducation, les TIC peuvent aider les pays à relier des établissements d'enseignement et des autorités trop éloignés et améliorer le processus de collecte et de diffusion des données. Grâce à un financement de la Banque mondiale, l'IIPE travaille avec le ministère de l'Éducation de la République démocratique du Congo pour concevoir un nouveau système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE), afin d'améliorer l'efficacité et la portée dans six provinces (deux projets ont été achevés en 2015). Grâce à un partenariat avec Microsoft et Orange, l'IIPE a également aidé la Côte d'Ivoire à utiliser des téléphones portables pour collecter ces données de manière plus efficace et plus précise.

Argentine : les jeunes femmes rurales actrices du changement



Depuis dix ans, les femmes rurales argentines jouent un rôle croissant dans l'espace public et les institutions en créant de nouvelles

Des femmes d'une petite association de fermiers participent à des activités de groupe.

organisations, des coopératives et des mouvements ruraux, et en contribuant à inverser les déséquilibres entre les sexes, induits en grande partie par la division du travail. Dans ce contexte, l'IIPE-Buenos Aires a établi un diagnostic sur la situation socio-productive de ces femmes, tenant compte des variables démographiques et éducatives. Grâce au recensement et aux recherches qualitatives de terrain dans 5 provinces, le rapport final donne des données essentielles pour l'élaboration de politiques encourageant des conditions équitables pour les hommes et les femmes dans les zones rurales et de stratégies d'autonomisation des femmes.

L'IIPE a par ailleurs achevé la mise en place d'un mécanisme de suivi et d'évaluation (S&E) des performances scolaires à Madagascar et au Togo, qu'il s'apprête à étendre à d'autres pays africains en 2016. Dans le domaine du suivi de l'apprentissage, l'IIPE poursuit son engagement au côté du Consortium de l'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation (SACMEQ), qui intègre désormais les ministères de l'Éducation de 16 pays. L'Institut, qui souligne l'importance de l'utilisation des données d'évaluation de l'apprentissage pour documenter les politiques éducatives et la planification, fournit enfin une assistance technique à trois réseaux régionaux en Asie du Sud-Est.

Financement de l'éducation

Grâce aux fonds du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), l'IIPE-Paris et le Pôle de Dakar allient leur expertise à celle de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) dans un projet destiné à améliorer les rapports nationaux sur les flux financiers dans l'éducation. Ces trois partenaires offrent un soutien technique direct à huit pays – Côte d'Ivoire, Népal, Ouganda, République de Guinée, RDP lao, Sénégal, Vietnam et Zimbabwe – pour développer et mettre en place des méthodologies durables pour collecter, produire, présenter et utiliser des données de qualité sur le financement de l'éducation. Ce projet de 2,5 ans comprend également un soutien technique et des formations.

Évaluation des risques liés à l'intégrité

En 2014, l'IIPE a procédé à une évaluation des risques de corruption dans l'administration des services éducatifs du Kosovo* (à tous les niveaux), à l'invitation du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). S'appuyant sur les résultats d'un recensement effectué par le PNUD dans le secteur éducatif, ce programme pilote a réalisé un examen documentaire et des entretiens avec les principaux acteurs, à tous les niveaux : central, national, régional, municipal, universitaire et scolaire. Un

exercice similaire est initié conjointement avec l'OCDE en Géorgie à la demande du Cabinet du Premier ministre, et en Ukraine. L'IIPE développe ainsi une expertise qui intégrera l'offre d'assistance technique de l'IIPE.

Assistance technique

Développer les capacités des États membres et les rendre autonomes

L'IIPE offre à ses États membres une large gamme d'opportunités sur le terrain afin de développer leurs capacités nationales. Au cours des deux dernières années, quelque 40 pays ont bénéficié de ce soutien, dont 15 à de multiples reprises. Une assistance technique peut être fournie par l'intermédiaire de programmes à long ou à moyen terme, afin de soutenir la préparation et l'exécution des projets, ainsi que par des actions à court terme sur des thématiques spécifiques. Voici un aperçu de quelques-uns des pays avec lesquels l'IIPE a collaboré.





1. **Afghanistan.** Création du premier Institut national de planification de l'éducation (NIEP), afin de permettre au Programme national de formation (NTP) du ministère de l'Éducation d'élargir les capacités institutionnelles de planification et de gestion.
2. **Angola.** Collaboration en cours avec le ministère de l'Éducation pour concevoir et relancer le système d'inspection scolaire, qui inclut la formation d'équipes d'inspection par province et le pilotage d'une initiative pour soutenir l'évolution professionnelle des inspecteurs de terrain.
3. **Argentine.** Soutien à l'Institut national de formation des enseignants (INFOD), au Programme national de promotion de la lecture et à l'Institut pour l'évaluation de la qualité de l'éducation (IPECE). Assistance au système universitaire national pour le suivi du développement et des propositions d'évolution de carrière.
4. **Arménie.** Soutien au développement de structures d'assurance qualité pertinentes pour l'enseignement supérieur transnational, en Arménie et en Géorgie, dans le cadre plus large du programme européen Tempus.
5. **Bénin.** Préparation d'un diagnostic sectoriel avec le Pôle de Dakar et mise à jour d'un modèle de simulation financière.
6. **Burkina Faso.** Mise à jour du diagnostic du secteur de l'éducation et d'une simulation sur l'enseignement, et formation d'une équipe nationale de 25 membres.
7. **Burundi.** Soutien du Pôle de Dakar pour utiliser le plan de développement sectoriel comme base de simulation des besoins financiers du pays, et création d'un plan d'action pluriannuel pour la dernière phase triennale du plan sectoriel d'éducation (valable jusqu'en 2020).
8. **Cambodge.** Projet de renforcement des capacités instaurant les premières sessions de formation à des agents de niveau infranational par l'Institut national pour l'éducation et le Département de la planification.
9. **Côte d'Ivoire.** Mise à jour et évaluation des coûts de l'analyse du secteur de l'éducation, afin de définir la politique éducative du pays pour 2016-2025.
10. **Émirats Arabes Unis.** Aide à l'examen des dépenses publiques liées à l'éducation, afin d'ajouter un élément d'analyse exhaustive des statistiques financières au système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) existant.
11. **Éthiopie.** Développement du 5^e plan sectoriel d'éducation, qui met l'accent sur la qualité, la réforme des programmes et l'enseignement préscolaire. Développement des compétences dans la préparation des plans, pour une plus grande autonomie.
12. **Géorgie.** Soutien au développement de structures d'assurance qualité pertinentes pour l'enseignement supérieur transnational, en Arménie et en Géorgie, dans le cadre plus large du programme européen Tempus.
13. **Guinée-Bissau.** Collaboration entre le Pôle de Dakar et l'UNICEF pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques éducatives et d'études des coûts.
14. **Honduras.** Étude sur la manière dont les acteurs de l'enseignement utilisent et gèrent les subventions versées directement aux établissements scolaires par le gouvernement central.
15. **Kosovo*.** Pilotage d'un examen de l'intégrité dans le secteur éducatif et conception d'un plan sectoriel d'éducation.
16. **RDP Lao.** Programme de jumelage qui facilite le transfert de connaissances et de compétences vers le nouvel Institut pour le développement des administrateurs nationaux. Examen des comptes nationaux pour l'éducation et des dépenses publiques.
17. **Mali.** Soutien à l'élaboration de stratégies de réduction des risques, suivi des indicateurs (pilotage des outils du programme PEIC (Protect Education in Insecurity and Conflict), et création d'un plan d'action chiffré.
18. **Mauritanie.** Analyse du secteur de l'éducation effectuée par le Pôle de Dakar.
19. **Népal.** Développement par l'IIPE, l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) et le Pôle de Dakar de méthodologies visant à améliorer les rapports nationaux sur les flux financiers.
20. **Ouganda.** Étude de stratégies de réduction des risques au niveau des écoles, avec des responsables des administrations centrale et de district, et pilotage des outils du Programme de protection de l'éducation en situations d'insécurité et de conflit (PEIC – Protect Education in Insecurity and Conflict – Protection de l'éducation en situation d'insécurité et de conflit). Examen des comptes nationaux pour l'éducation et des dépenses publiques.
21. **Pakistan.** Évaluation des besoins, et formation du personnel en charge de l'enseignement du bureau de pays de l'UNICEF sur les aspects clés de la planification stratégique.
22. **République démocratique du Congo (RDC).** Connection des systèmes d'information pour la gestion de l'éducation avec les TIC, et mise en place de nouveaux outils pour améliorer l'efficacité de la planification. Mise en œuvre effective dans deux provinces, avec formation des utilisateurs pour un usage optimal. Étude sur la gestion des subventions versées directement aux établissements scolaires par le gouvernement central, analyse sur 15 écoles de la RDC (ainsi que sur des écoles du Togo, de Madagascar et d'Haïti).
23. **Rwanda.** Création d'un Centre de documentation en ligne à l'Institut pour l'éducation de Kigali. Développement de compétences techniques du personnel existant dans les principaux organismes éducatifs. Ateliers et enseignement à distance pour développer les compétences techniques et améliorer la compréhension de la planification stratégique du personnel existant dans les principaux organismes éducatifs.
24. **Sénégal.** Soutien à l'examen des comptes nationaux pour l'éducation et des dépenses publiques, dans le but d'améliorer la compréhension des flux financiers aux niveaux local et national.
25. **Seychelles.** Conception d'une stratégie pour le secteur de l'éducation et recommandations pour améliorer le SIGE du ministère de l'Éducation.
26. **Soudan.** Examen critique de 17 plans d'éducation nationaux, avec des formations sur la préparation de ces plans. Soutien aux fonctionnaires ministériels dans l'élaboration d'un modèle de simulation *ad hoc* et d'une étude des coûts de la politique sectorielle et du plan stratégique pour l'enseignement secondaire.
27. **Soudan du Sud.** Analyse détaillée du secteur éducatif, en intégrant l'analyse des risques de catastrophes et de conflits et l'analyse de l'équité.
28. **Tanzanie.** Soutien à la préparation d'une analyse et d'un plan pour le secteur de l'éducation.
29. **Tchad.** Soutien au développement d'un plan décennal de développement de l'éducation et de l'alphabétisation (PDDEA) et d'un modèle de simulation financière, en s'inspirant de la réussite du diagnostic du secteur de l'éducation.
30. **Thaïlande.** Soutien à la planification du secteur de l'éducation via la traduction et la diffusion de matériels pédagogiques et d'un glossaire thaï-anglais. Formation d'une équipe centrale de formateurs nationaux issus d'institutions de formation spécialisée.
31. **Vietnam.** Traduction et diffusion de matériels pédagogiques et création d'un glossaire vietnamien-anglais. Formation d'une équipe centrale de formateurs nationaux issus d'institutions de formation spécialisée. Examen des comptes nationaux pour l'éducation et des dépenses publiques.
32. **Zimbabwe.** Examen des comptes nationaux pour l'éducation et des dépenses publiques, afin d'améliorer les rapports nationaux sur les flux financiers.

Les données et les faits, piliers de la planification

Recherche : générer de nouvelles connaissances

Pendant le biennium, l'IIPE a créé un Conseil de recherche pour garantir la qualité de son travail de recherche. L'IIPE a également participé au Conseil d'orientation de Building Evidence in Education (BE2) et a présenté à de multiples occasions ses résultats de recherche lors d'événements internationaux de haut niveau.

Égalité et accessibilité

L'égalité entre les sexes est une question majeure que l'IIPE s'efforce de traiter dans ses programmes et activités, notamment en recherche. En 2014, des études ont été menées dans trois domaines : les écarts dans les performances d'apprentissage, le leadership pédagogique et une analyse sur l'impact des diverses interventions. Le projet pilote *Stories behind gender differences in student achievements in Kenya* (« Témoignages sur les disparités filles-garçons au niveau des résultats scolaires au Kenya ») s'est achevé en 2014, en partenariat avec l'UNICEF-ESARO. Ce projet visait à influencer la politique éducative du gouvernement kenyan et à partager cette expérience avec d'autres pays. En partenariat avec l'UNICEF, l'IIPE-Buenos Aires a également étudié le niveau d'investissement social pour l'enseignement préscolaire dans neuf pays d'Amérique latine. Ce travail est disponible sur la plateforme SITEAL-SIPI, un observatoire en ligne qui analyse et diffuse des informations sur les engagements et les actions des États pour promouvoir et garantir les droits de l'enfant. En 2014, le trafic du site a augmenté de 68 %, ce qui correspond à plus de 110 000 visites.

Enseignants : comment attirer et conserver les meilleurs ?

Ces dernières années, de nombreux pays en développement se sont lancés dans des campagnes massives de recrutement d'enseignants. Étant donné la pénurie chronique d'enseignants, le secteur éducatif sacrifie souvent la formation et abaisse le niveau de qualification, afin de combler rapidement les places vacantes. Toutefois, la qualité des enseignants étant un facteur crucial dans le succès des étudiants, la question porte à présent sur la manière de « re-professionnaliser » ce métier afin d'attirer les meilleurs candidats. Pour y répondre, l'IIPE a lancé en 2015 une nouvelle recherche sur les structures et la gestion de la carrière des enseignants. Le but de cette étude est de fournir aux décideurs nationaux une large gamme de choix stratégiques, afin de mieux organiser et gérer la carrière des enseignants. Elle vise à examiner différents types de carrière, les conséquences des modes de gestion et leurs effets sur le recrutement et le maintien dans la profession.

Améliorer le financement des écoles : utilisation et utilité des subventions scolaires

Lancé en 2010, ce vaste projet vise à montrer l'impact des subventions aux établissements scolaires dans différentes régions du monde, afin d'en améliorer la conception, la mise en oeuvre et sensibiliser les décideurs à améliorer l'efficacité de ces politiques. La popularité croissante de ces subventions, versées directement par les autorités centrales aux écoles, est liée aux études démontrant qu'une plus grande autonomie financière peut avoir un impact positif sur la qualité de l'enseignement. Après l'Afrique de l'Est et du Sud, l'Asie de l'Est et le Pacifique, ce projet est maintenant étendu à deux nouvelles régions : l'Amérique latine et l'Afrique francophone. Grâce au soutien financier du GPE, et en collaboration avec l'IIPE-Buenos Aires, la phase la plus récente de ce projet s'étend aujourd'hui à la RDC, à Madagascar, au Togo, au Honduras et à Haïti.

Des données éducatives ouvertes pour améliorer l'intégrité

Depuis le lancement de son programme sur l'éthique et la corruption dans l'éducation en 2001, l'IIPE a tiré de précieuses données sur l'importance de produire des informations pertinentes et en garantir l'accès aux acteurs de l'éducation et de la société en général de manière à promouvoir la transparence dans l'éducation. En 2015, l'IIPE a effectué un examen de la littérature sur l'utilisation de données ouvertes sur l'éducation pour améliorer l'intégrité dans la gestion des systèmes éducatifs. Des études de cas vont être maintenant lancées pour étudier la façon dont chaque pays utilise les Bilans scolaires et sur ce qu'il faut retenir de ces expériences dans une perspective de transparence et d'intégrité.

L'assurance qualité dans l'enseignement supérieur

De nombreux pays ont mis en place des systèmes d'assurance qualité externe, afin d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur. Plus récemment, de tels mécanismes ont été créés au niveau institutionnel. Bien que cette démarche soit bienvenue, les institutions ont souvent beaucoup de mal à gérer ces systèmes. Afin d'identifier les approches innovantes susceptibles de permettre la création de méthodes rentables et adaptées, l'IIPE a lancé, en 2014, le programme « Solutions innovantes et rentables pour l'assurance qualité interne (AQI) au niveau de l'enseignement supérieur : effets sur la qualité académique, la gestion et l'employabilité ». Au cours de ces deux dernières années, l'IIPE a procédé à une revue de la littérature pour entreprendre une étude approfondie des systèmes d'AQI dans huit universités publiques et privées d'Afrique du Sud, d'Allemagne, d'Autriche, de Bahreïn, du Bangladesh, du Chili, de Chine et du Kenya. Ces activités se poursuivront en 2016, avec la publication d'une analyse comparative, de notes d'orientation et de guides pratiques sur les différents systèmes d'AQI.

Les décideurs lancent de vastes réformes participatives

Alors que le pouvoir des citoyens engendre un renouveau civique et démocratique, l'action publique est plus pertinente quand elle adopte de larges processus participatifs et se tourne vers des sources d'information fiables, nationales ou internationales. Un grand nombre d'acteurs, dont les jeunes et les enseignants, réclament de faire entendre leur voix. Pour les ministères en charge de l'éducation, l'enjeu passe par la manière dont ces acteurs perçoivent la qualité, la pertinence et la réactivité de l'éducation, en tant que bien public.

Faire le lien entre politiques et personnel technique : l'université d'été 2014, « Réussir la réforme de l'éducation : le rôle de la planification et de la gestion » est le résultat du travail de l'IIPE pour promouvoir dialogue entre responsables gouvernementaux et experts techniques. Organisé pour les États membres francophones, cet événement d'une semaine a rassemblé 28 participants venus de 12 pays d'Afrique francophone, dont 12 directeurs de la planification, deux ministres et plusieurs secrétaires permanents.

Les TIC, un vecteur d'équité et de qualité : comprenant la place essentielle qu'occupent les TIC dans l'enseignement depuis plus d'une décennie, l'IIPE-Buenos Aires a organisé un Forum international des politiques éducatives 2015 autour de la thématique « Repenser les systèmes éducatifs du point de vue numérique ». Rassemblant 800 participants sur place et quelque 7 200 internautes originaires de 42 pays, cette conférence a étudié l'impact de l'école connectée, les questions d'accessibilité, d'inclusion sociale et les politiques relatives aux TIC. Le hashtag #SeminariIIPE a été utilisé plus de 230 000 fois. En septembre 2015, l'IIPE a organisé un séminaire international pour de hauts responsables francophones et des experts venus d'universités, de Google, Open Data, Orange, etc., sur le rôle des technologies numériques dans la planification de l'éducation, ainsi que sur les enjeux et les opportunités du futur.

Enseignement supérieur : rassemblant près de 60 experts et acteurs de l'enseignement supérieur, venus du monde entier, l'IIPE a organisé, en mars 2015, un forum des politiques éducatives sur la « Planification de l'intégrité dans l'enseignement supérieur ». Les discussions ont porté sur les moyens innovants pour améliorer la transparence et diminuer les risques de fraude ou de corruption au niveau universitaire. En collaboration avec l'Université de Guadalajara (Mexique), le bureau de Buenos Aires a coordonné un forum international pour les présidents d'université, rassemblant 63 participants, dont des recteurs, des recteurs adjoints, des directeurs, des secrétaires, ainsi que des représentants de diverses universités mexicaines, afin de discuter de la situation actuelle, des nouveaux défis, des perspectives de développement et des politiques gouvernementales en matière d'enseignement supérieur.

Planifier avec, et pour, les jeunes : impliquer les jeunes dans une planification participative de l'éducation peut leur permettre d'acquérir les compétences qui leur serviront tout au long de la vie, d'accroître leur sentiment d'une citoyenneté mondiale et contribuer à la création de sociétés pacifiques et résilientes. Cependant, cette notion essentielle figure rarement dans les dialogues stratégiques, qui sont pourtant censés œuvrer pour leur bien-être. S'appuyant sur le forum de 2012, *Les jeunes, acteurs du changement social : ensemble, planifions l'éducation*, l'IIPE a publié, en 2015, *Planning education with and for youth* (« Planifier l'éducation avec, et pour, les jeunes »), qui souligne les obstacles actuels à la participation des jeunes, les nombreux bénéfices de leur implication et explique comment tirer parti de cette implication dans les processus de planification de l'éducation.

Coup de projecteur sur les apprentissages : le Forum international « Améliorer les apprentissages des élèves dans la scolarité obligatoire : politiques et acteurs » de l'IIPE-Buenos Aires, organisé sur deux jours en 2014, a offert un espace de discussion sur les types et les résultats des politiques menées ces dernières années, dans le but d'améliorer les processus d'apprentissage. Le Forum, qui a rassemblé quelque 8 000 personnes originaires de 32 pays, a mis en lumière une nouvelle réalité, celle de l'augmentation de la durée de la scolarité obligatoire dans la plupart des pays d'Amérique latine, permettant ainsi la réintégration d'adolescents auparavant déscolarisés. Grâce aux forums, au micro-blogging et aux médias sociaux, cet événement a récolté plus de 13 000 messages, et plus de 22 000 personnes ont suivi le forum sur Twitter.

L'IIPE repense ses plateformes et portails : outre la mise à jour des plateformes existantes, effectuée en 2014, l'IIPE a lancé de nouvelles ressources pour répondre aux besoins émergents d'informations, dont un portail sur les apprentissages. La plateforme d'information sur l'éthique et la corruption (ETICO), source d'informations unique sur l'éthique, la corruption et la transparence dans le secteur éducatif, a été repensée pour devenir un site exhaustif qui présente les résultats des dernières études sur le sujet. Toutes les plateformes de l'IIPE-Buenos Aires sont aujourd'hui modernisées et mises à jour. Le Pôle de Dakar met également à jour sa collection de fiches pays en agrégeant les informations issues des Rapport sur l'état du système éducatif national (RESEN) et les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

Regarder vers l'avenir

Éducation 2030

Dans les 15 prochaines années, les objectifs de développement durable (ODD) nouvellement adoptés vont jouer un rôle important et orienter les politiques aux niveaux national et international. Le 4^e objectif appelle les pays à « garantir un enseignement de qualité, inclusif et équitable, et à promouvoir des possibilités d'apprentissage pour tous, tout au long de la vie ». Cette vision élargie de l'éducation, qui reconnaît l'importance cruciale de l'apprentissage tout au long de la vie, servira également de point de référence aux décideurs, aux planificateurs et autres acteurs de l'éducation.

En tant qu'institution spécialisée de l'UNESCO, il est crucial que l'IPE évolue au rythme soutenu des besoins de ses États membres.

Apprenant de ses propres expériences, l'IPE analyse les progrès réalisés dans le monde, réfléchit à l'évolution des besoins et évalue ses propres programmes, exercice qui lui a permis de conceptualiser sa Stratégie à moyen terme, 2014-2017. L'IPE défend plusieurs des principes inhérents aux ODD, en tant qu'enjeux majeurs de la planification : l'égalité entre les sexes, l'amélioration des acquis de l'apprentissage, les besoins des jeunes, le rôle essentiel des enseignants, la gouvernance responsable et la résilience des systèmes éducatifs aux conflits et aux désastres.

Cherchant à mieux servir les États membres grâce à l'agenda Éducation 2030, l'IPE a élaboré une stratégie de croissance, qui a été approuvée par son Conseil d'administration en juin 2015. Tout en conservant son avantage comparatif en tant qu'institut de renforcement des capacités, dans le prochain exercice biennal, l'Institut :

- renforcera sa capacité à répondre aux nouveaux enjeux et besoins des pays ;
- développera son expertise pour mieux conseiller les décideurs de différentes organisations ;
- s'affirmera comme une entité qui fixe des normes et des références dans sa sphère de compétence.

Plus précisément, l'Institut renforcera l'analyse sectorielle et la préparation de plan pour un apprentissage tout au long de la vie, et renforcera les processus de décisions et de planification dans des systèmes complexes qui, aujourd'hui, impliquent une plus grande diversité d'acteurs à de multiples niveaux. Cela engagera l'Institut à travailler avec une grande variété de décideurs politiques qui ont un impact sur l'éducation.

Exploiter la puissance des nouvelles plateformes pour un avenir meilleur

Une passerelle vers des ressources pour planifier les apprentissages

Le Portail des apprentissages de l'IPE est une porte d'entrée sur une collection considérable de ressources et d'informations exhaustives, pertinentes et actuelles sur les apprentissages, du primaire jusqu'au secondaire. Mis en ligne en octobre 2015, il répond aux besoins des planificateurs, décideurs et acteurs de la société civile. Afin d'améliorer ce que les élèves apprennent, les utilisateurs participent à des forums, échangent des idées sur les controverses actuelles, publient des informations et des comptes rendus, partagent leurs expériences sur le blog, et bénéficient d'une large base d'information sur le sujet.

Formation professionnelle en Afrique

La nouvelle plateforme d'expertise en formation professionnelle du Pôle de Dakar (PEFOP) est une solution innovante pour faire de la formation professionnelle une réalité pour les jeunes peinant à entrer sur le marché du travail. Fort du soutien de l'AFD, le programme génère de nouveaux partenariats et soutient la mise en œuvre de nouvelles politiques visant à élargir les opportunités de formation professionnelle dans quatre pays francophones d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie et le Sénégal.

Information institutionnelle

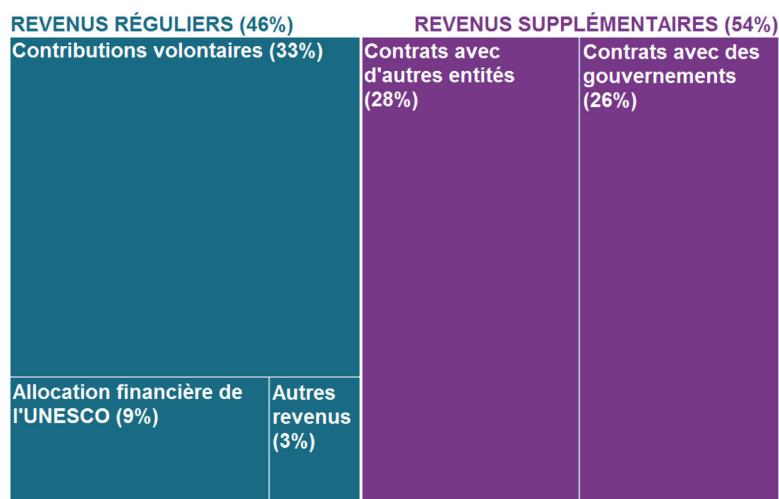
Vue d'ensemble du contexte opérationnel en 2014-2015

Afin d'optimiser la mise en place de sa Stratégie à moyen terme et de gérer les incertitudes liées à son financement pour l'exercice biennal en cours, l'IIPE s'est lancé dans une restructuration impliquant des départs de personnel et un nouvel organigramme. À la mi-2014, ces changements difficiles ont porté leurs fruits, avec une augmentation du financement des frais de fonctionnement pour les quatre années de la Stratégie, ce qui a permis à l'IIPE d'embaucher les profils requis pour atteindre ses objectifs. L'équipe de direction de l'IIPE travaille pour que l'assise financière de l'IIPE soit plus solide et plus stable. Un soutien pluriannuel permanent, doublé de plusieurs partenariats stratégiques et de projets extrabudgétaires pluriannuels s'avèrent essentiels pour permettre à l'IIPE de fonctionner selon un mode de gestion axé sur les résultats. Sa stratégie de croissance sert ainsi de guide aux ressources humaines, aux partenariats, aux collectes de fonds et à la communication afin d'améliorer la diffusion des résultats de la Stratégie.

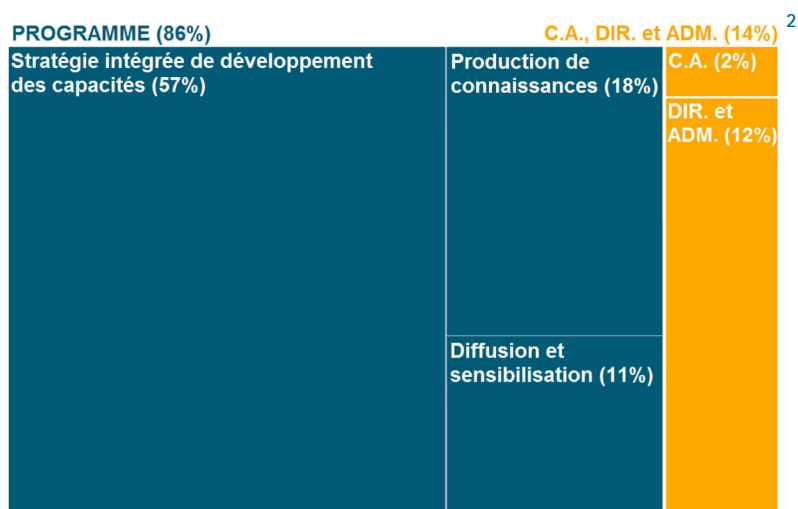
Donneurs principaux : Argentine, France, Norvège, Suède et Suisse.

Revenus et dépenses en 2014-2015¹

Revenus



Dépenses par types d'activités



1. D'après les données 2014 et les estimations 2015.

2. Conseil d'administration, direction et administration.

2014

Février

- L'IIPE et l'École supérieure de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESENESR) signent un accord de coopération.

Mars

- L'IIPE dirige un atelier de travail sur le « Renforcement de l'intégrité et de la transparence dans les secteurs de la santé et de l'éducation au Bangladesh », organisé avec U4 et l'Asdi.

Mai

- L'IIPE et l'OCDE tiennent un Débat stratégique intitulé "Vers une approche systémique de l'éducation : quelles implications pour les politiques éducatives ?".
- Organisation du Séminaire régional avec l'UNICEF à Bangkok sur l'annonce des premiers résultats de l'enquête sur l'efficacité des subventions scolaires.

Juillet

- La Clearing House sur l'éducation à la santé au sida dévoile le nouveau design de sa plateforme qui couvre dorénavant l'ensemble des questions de santé et d'éducation.
- L'IIPE participe à l'analyse de la littérature sur « l'éducation des filles et l'égalité entre les sexes », dirigée par Unterhalter, et tire les conséquences des résultats des interventions réalisées dans ce domaine.

Août

- L'IIPE-Buenos Aires organise le Forum international 2014 sur "Améliorer l'apprentissage des élèves dans l'enseignement obligatoire. Acteurs et Politiques ».

Septembre

- L'IIPE prononce le discours d'ouverture du Forum international sur "l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur : expériences mondiales et pistes d'exploration de la Chine », organisé par le Centre d'évaluation de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation, à Pékin.
- Le Pôle de Dakar publie les deux volumes du Guide méthodologique pour l'analyse sectorielle en éducation, développé en collaboration avec la Banque mondiale, l'UNICEF et le GPE.

Octobre

- Le Pôle de Dakar lance son nouveau site web.

Novembre

- L'atelier sur "Transparence et responsabilité dans le secteur de l'éducation de la République Démocratique du Congo" a lieu à Kisantu, regroupant 40 participants du secteur public, de la société civile et des partenaires du développement.
- L'IIPE écrit un chapitre sur les conséquences de la corruption dans le secteur éducatif à l'occasion de la rencontre du Groupe de travail Anti-Corruption du G20, à Brisbane Australie.
- Le ministre argentin de l'Éducation, Professeur Alberto Sileoni, reçoit une délégation de l'IIPE Paris et du bureau de Buenos Aires.

Décembre

- Lancement du nouveau site web de l'IIPE, avec de nouvelles fonctionnalités pour un meilleur accès à l'information sur les formations, les services d'assistance technique et la production de savoir.
- L'IIPE-Buenos Aires et l'Université de Guadalajara, Mexique, organisent le Forum international sur l'enseignement supérieur pour les recteurs d'université.

2015

Janvier

- L'UNICEF soutient plusieurs interventions du Pôle de Dakar pour effectuer des analyses sectorielles en Afrique, particulièrement sur l'éducation de la petite enfance, l'équité, les conflits et la vulnérabilité.

Mars

- Le Forum sur les politiques éducatives "Planifier l'intégrité dans l'enseignement supérieur" discute de l'amélioration de la transparence et la réduction des opportunités de corruption à l'université.
- Le débat stratégique sur l'Education et le monde du travail est consacré à « la réduction des inégalités de genre » pour améliorer l'autonomisation des femmes dans les trois E : éducation, emploi et entrepreneuriat.
- L'IIPE présente ses résultats de recherche à la Conférence du CIES, « Ubuntu ! Imaginer une éducation humaniste dans le monde ».
- L'IIPE-Buenos Aires et Wikimedia Argentine débattent avec 1205 participants lors d'un Webinaire sur les « Droits numériques dans une perspective de genre ».

Avril

- Le premier Institut national de planification de l'éducation afghan est inauguré à Kaboul en présence d'une délégation de l'IIPE.
- Lors du Forum mondial sur l'éducation à Incheon, République de Corée, l'IIPE dirige le débat sur l'efficacité du développement des capacités en analyse sectorielle et en planification et alerte sur la nécessité d'avoir de meilleures données financières sur l'éducation.

Juin

- Le Sultanat d'Oman, représenté par le ministère de l'Education, accueille le Conseil d'administration de l'IIPE.
- Le débat stratégique analyse les relations entre enseignement supérieur et monde du travail, et les données nécessaires aux politiques éducatives.
- L'IIPE participe à l'atelier de l'Initiative Universitaire Anti-Corruption organisé par l'ONUDC pour l'Afrique francophone à Doha, Qatar.

Juillet

- La Directrice remet les diplômes aux participants de la 50^e promotion du Programme de formation approfondie.
- L'IIPE participe au Sommet d'Oslo sur l'éducation et le développement, appelant la communauté internationale à renouveler son engagement pour garantir à 59 millions d'enfant leur droit à l'éducation et pour améliorer les acquis de l'apprentissage.

Août

- L'IIPE-Buenos Aires organise le Forum international 2015 sur « L'Education et les politiques du numérique : les systèmes éducatifs face aux environnements technologiques accessible pour tous » et organise la réunion régionale d'experts sur l'analyse comparative des initiatives nationales pour l'enseignement mobile en Amérique latine.
- Lors de la 16^e conférence internationale de lutte contre la corruption (IACC), accueillie par la Commission de lutte contre la corruption du gouvernement de Malaisie (MACC), l'IIPE coordonne un panel sur « Mobiliser les futurs professionnels pour diriger les initiatives anti-corruption ».

Septembre

- L'IIPE participe à la Conférence UKFIET sur "Apprendre pour des futurs durables – établir des connexions ».
- L'IIPE organise un séminaire international des pour discuter de la planification de l'éducation à l'ère du numérique.
- L'IIPE-Buenos Aires organise un atelier sur l'enseignement secondaire et les cultures de la jeunesse, réunissant experts, chercheurs et décideurs politiques.

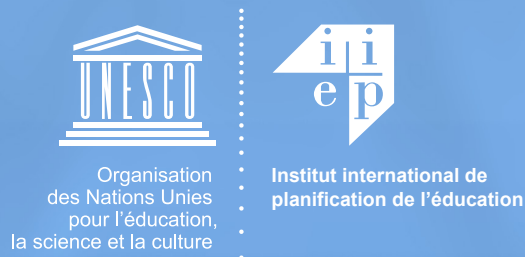
Octobre

- L'IIPE participe au 7^e Forum de Prague sur « Vers une plateforme paneuropéenne sur l'Ethique, la transparence et l'intégrité en éducation » organisé par le Conseil de l'Europe.

Novembre

- Le nouveau portail sur les apprentissages organise un Forum « Vers un cadre global pour évaluer les acquis de l'apprentissage ? »
- Le Pôle de Dakar lance le programme PEFOP pour la formation professionnelle en Afrique, avec le soutien de l'AFD.
- L'IIPE organise une journée Portes ouvertes pour les commissions nationales et les délégations auprès de l'UNESCO et une Journée des Partenaires.

Au sein du système des Nations Unies, l'IIPE est le seul organisme spécialisé chargé de soutenir la politique, la planification et la gestion de l'éducation ; en tant que tel, il joue un rôle unique. Créé en 1963, il fait partie intégrante de l'UNESCO. Son action s'inscrit dans le droit fil des objectifs de l'Organisation, contribuant à son orientation programmatique dans le domaine de l'éducation. Il s'attache à développer la capacité des ministères de l'Éducation à planifier et gérer leurs systèmes éducatifs grâce à ses programmes de formation, d'assistance technique, de recherche stratégique et de partage des connaissances.



Publié en 2015 par l'IIPE

7-9, rue Eugène Delacroix - 75116 Paris, France

www.iiep.unesco.org

© Crédits photos IIPE

Les appellations employées dans cette brochure et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO ou de l'IIPE aucune position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

* Toutes les références au Kosovo s'inscrivent dans le contexte de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies (1999).